



Assemblée générale

Distr. générale
26 février 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Point 126 de l'ordre du jour
Gestion des ressources humaines

Consultants et vacataires

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, qui porte sur l'année 2000, fait suite à la résolution 53 /221 de l'Assemblée générale en date du 7 avril 1999, réaffirmée par la résolution 55/258 du 14 juin 2001, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui rendre compte tous les ans des consultants engagés au cours de l'année précédente.

Au cours de la période considérée, le module III du Système intégré de gestion (SIG) était mis en place à différentes périodes dans les bureaux hors Siège, si bien que les données sur lesquelles le présent rapport se fonde ont été interclassées à partir de systèmes antérieurs pour la première partie de la période considérée et à partir du SIG pour la deuxième partie. Les deux systèmes de collecte des données présentant d'importantes incompatibilités, la publication du présent rapport a été retardée du fait qu'il a fallu prendre en compte les changements apportés dans les méthodes de collecte de données et vérifier les données d'ensemble. Maintenant que le module III est opérationnel dans les huit principaux lieux d'affectation, ce problème ne devrait plus se reproduire.

1. Au paragraphe 4 de la section VIII de sa résolution 53/221 du 7 avril 1999, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport annuel sur les consultants engagés par l'Organisation au cours de l'année précédente, avec indication des tâches qui leur ont été confiées. À la section IX de sa résolution 55/258 du 14 juin 2001, l'Assemblée générale a décidé d'examiner la question de l'emploi de consultants et vacataires à sa cinquante-sixième session et prié le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de lui faire rapport lors de la partie principale de sa cinquante-sixième session sur les rapports pertinents du Secrétaire général et du Corps commun d'inspection.

2. Le présent rapport, qui porte sur les consultants et vacataires engagés par l'Organisation en 2000, a été établi selon un modèle plus élaboré que les précédents, pour répondre aux demandes formulées par l'Assemblée générale (au paragraphe 7 de la section VI de sa résolution 51/226) et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (au paragraphe 44 du document A/51/533 et au paragraphe 15 de la section III du document A/53/691).

3. Les renseignements concernant les consultants et vacataires recrutés par le Siège proviennent de la base de données du Système intégré de gestion (SIG), mais il n'a pas été possible de présenter de manière comparable les éléments d'information sur le type et la nature des contrats dans tous les lieux d'affectation du fait que ces données n'ont été disponibles qu'une fois que le module III du SIG (Finances) a été entièrement déployé dans tous les lieux d'affectation en 2001. L'achèvement de ce projet facilitera à l'avenir la collecte et la gestion au niveau mondial des données relatives aux consultants. La base de données actuelle Paradox, qui est gérée par le Bureau de la gestion des ressources humaines, utilise les données disponibles du SIG combinées avec celles qui proviennent directement des lieux d'affectation hors Siège. Cette base sert aux fins de présentation de rapports et de surveillance et a été renforcée de façon à permettre des échanges d'informations à l'échelle mondiale sur l'emploi des consultants, par type d'activité.

4. Les changements apportés à la méthode de collecte des données en 2000 ont entraîné un réétalonnage de la base de données. La raison principale en a été l'utilisation de données du SIG en 2000 lorsqu'elles étaient disponibles, c'est-à-dire les données provenant de tous les bureaux utilisant le module III du SIG (Finances) pendant une partie ou la totalité de l'année 2000. Il a fallu pour cela procéder à une mise en ordre des données relatives au recrutement (les recrutements signalés antérieurement apparaissant désormais en tant qu'engagements financiers au titre du SIG) et des données personnelles (identification des intéressés et affectation ou confirmation d'un numéro de code). Cette réévaluation dynamique de la base de données a également donné lieu au nettoyage, à titre rétroactif, des données antérieures, c'est-à-dire concernant l'année 1999. La reprise de la base de données de 1999 avec des données réétalonnées en 2000 a entraîné un ajustement à la hausse des données communiquées antérieurement pour 1999. De ce fait, le présent rapport contient des comparaisons valables entre les données de 1999 et de 2000, sur la base des chiffres réétalonnés. Afin de faciliter les comparaisons, un tableau distinct (voir annexe, tableau 10) contenant les données de base réévaluées pour 1999 a été inclus.

5. Figurent dans le présent rapport tous les engagements qui ont pris effet au cours de l'année 2000; la durée du contrat et les honoraires des consultants et vacataires correspondent à la totalité de la période sur laquelle s'étend le contrat, même si cette période se prolonge au-delà de 2000. À l'inverse, les contrats entrés

en vigueur avant 2000 ne figurent pas dans les statistiques, même s'ils ont débordé sur cette année.

6. Les tableaux de statistiques présentés à l'annexe au présent rapport donnent une vue d'ensemble de l'emploi de consultants et de vacataires en 2000. Le tableau 1 récapitule les renseignements suivants : nombre de personnes engagées et nombre de contrats, par type pour l'année; nombre de femmes engagées et travaux exécutés par d'anciens fonctionnaires; niveau d'études des consultants et vacataires et appréciation de leurs prestations. Au total, 3 054 personnes ont été engagées comme consultants en 2000, dont 27,1 % de femmes (828 personnes), 51 retraités, 190 anciens fonctionnaires de l'Organisation non retraités âgés de 60 ans ou plus et 16 anciens fonctionnaires non retraités de moins de 60 ans. Le nombre total de contrats signés au cours de l'année s'est établi à 4 173. En 2000, 1 314 personnes ont été engagées comme vacataires (2 471 contrats), dont tout juste un peu plus de la moitié (662) de femmes, 33 retraités, 75 anciens fonctionnaires non retraités de 60 ans ou plus et 8 anciens fonctionnaires non retraités de moins de 60 ans. Les contrats des consultants ont porté au total sur 8 787 mois de travail (86 jours par personne en moyenne) et ceux des vacataires, sur 4 342 mois de travail (99 jours par personne en moyenne).

7. Une comparaison avec les données réévaluées¹ pour 1999 fait apparaître une augmentation du nombre de consultants (317 de plus, soit 11,6 %, en 2000) ainsi que des vacataires (383, soit 41,1 %). Le nombre de jours de travail par consultant en 2000 a augmenté par rapport à 1999 (de 19,2 %) de même que le nombre de jours de travail par vacataire (de 53,9 %). La durée moyenne des contrats en 2000 a augmenté de 16 jours pour les consultants et de 15 jours pour les vacataires. (Les jours non ouvrables couverts par la période d'un contrat sont aussi pris en compte). Par rapport à 1999, le nombre total de consultants et de vacataires présente une augmentation de 19 %. Par rapport à 1999, le nombre de contrats a augmenté de 21,3 %, le nombre de jours ouvrés, de 28,8 % et les honoraires, de 28 %.

8. En 2000, les dépenses combinées au titre des consultants (33 millions de dollars) et des vacataires (8,9 millions de dollars) se sont chiffrées à 41,9 millions de dollars. Depuis 1999, le montant total des honoraires a augmenté de 5,6 millions de dollars (20,5 %) pour les consultants et de 3,5 millions de dollars (67,4 %) pour les vacataires. En 2000, le coût quotidien moyen d'un consultant était de 125,5 dollars et celui d'un vacataire, de 68 dollars. Par rapport à 1999, le coût d'un consultant était inférieur de 16,5 dollars, celui des vacataires demeurant inchangé.

9. Le tableau 2 de l'annexe récapitule le nombre de personnes engagées, le nombre de contrats signés, le nombre total de jours de travail et le montant total des honoraires, ventilés par nationalité et par type de contrat. Les consultants engagés en 2000 étaient de 152 pays différents (6 pays de moins qu'en 1999); 45,5 % de l'ensemble des consultants venaient de 11 pays (Allemagne, Argentine, Australie, Canada, Chili, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Inde, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Dans le cas des vacataires, ils provenaient de 107 pays différents, 4 pays représentant plus d'un tiers (38,3 %) de l'ensemble des recrutements (Chili, États-Unis d'Amérique, Éthiopie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Sur le plan des honoraires des consultants, des ressortissants de 33 pays ont représenté près des trois quarts (73,3 %) des dépenses totales (Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie,

Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Inde, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Maurice, Nigéria, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède et Suisse). Pour ce qui est des vacataires, 20 nationalités ont totalisé près des trois quarts (72 %) des honoraires (Argentine, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Croatie, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Inde, Italie, Kenya, Liban, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse).

10. Le tableau 3 de l'annexe donne la ventilation des consultants et des vacataires engagés selon l'objet du contrat. Dans le cas des consultants, les activités qui arrivent en tête sont, globalement, l'exécution de programmes, les services consultatifs, les services administratifs, les exposés et cours de formation et les études analytiques spéciales. Pour ce qui est des vacataires, le gros des engagements concernait les services administratifs et l'exécution de programmes.

11. Le tableau 4 de l'annexe présente la ventilation des consultants et des vacataires engagés par groupes professionnels (cette ventilation suit la Classification commune des groupes professionnels). Pour ce qui est des consultants, le groupe le plus largement représenté (10,7 %) est celui des spécialistes de l'administration, suivi des économistes, des rédacteurs, des traducteurs, des interprètes et des spécialistes des sciences sociales. S'agissant des vacataires, les groupes les plus représentés sont ceux des rédacteurs, des traducteurs, des interprètes, des spécialistes de l'administration, des architectes, des ingénieurs et des spécialistes de l'enseignement.

12. Le tableau 5 de l'annexe présente la ventilation des contrats ayant pris effet en 2000. La majorité des contrats étaient d'une durée inférieure à un mois (43,3 % des consultants et 46,5 % des vacataires). Cette durée était comprise entre un et trois mois dans 28,7 % des cas pour les consultants et dans 26,2 % des cas pour les vacataires, et se situait entre trois mois et six mois dans 15,8 % des cas pour les consultants et 19 % des cas pour les vacataires. Le tableau 6 donne la ventilation selon le temps de travail effectif. Celui-ci était inférieur à un mois dans un peu moins de la moitié (46 %) des cas pour les consultants et dans un peu plus de la moitié des cas [51,7 % pour les vacataires, compris entre un et trois mois dans 31,6 % des cas pour les consultants et 27,5 % des cas pour les vacataires, et supérieur à trois mois et inférieur à six mois dans 15 % des cas (consultants et vacataires confondus)].

13. Le tableau 7 de l'annexe donne la ventilation des consultants et vacataires par département, par sexe et par niveau d'études et selon la durée de leur contrat et les résultats de l'appréciation de leurs prestations. Les départements ou bureaux qui ont le plus fait appel à des consultants ou à des vacataires en 2000 sont la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN) et l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG). La prépondérance de ces huit entités est surtout marquée dans le cas des consultants, dont elles ont engagé à elles seules plus des deux tiers (68,5 %). La différence relevée dans les statistiques par sexe selon qu'il

s'agissait de consultants ou de vacataires a quelque peu diminué en 2000. Les femmes représentaient 28,2 % des consultants (contre 19,6 % en 1999) tandis que dans le cas des vacataires, leur proportion restait stationnaire, à quasi-égalité avec les hommes.

14. Pour ce qui est du niveau d'études, près de la moitié des consultants et vacataires étaient titulaires d'un diplôme universitaire du niveau de la maîtrise, et près d'un quart, d'un diplôme universitaire du niveau de la licence. Plus de 16 % étaient titulaires d'un doctorat et 7 % n'avaient aucun diplôme universitaire. La majorité (88 %) des appréciations étaient bonnes ou excellentes, les mentions passable ou insuffisant n'ayant été attribuées que dans 3,2 % des cas.

15. Le tableau 8 de l'annexe donne la ventilation des honoraires versés aux consultants et vacataires selon la source de financement. Les chiffres des dépenses sont tirés du SIG pour les départements et bureaux du Siège, et des données actualisées communiquées par les bureaux extérieurs. Le montant total des honoraires versés en 2000 aux consultants et vacataires s'est élevé à 41,9 millions de dollars, toutes sources de financement confondues, soit 9 millions de dollars de plus qu'en 1999 (ce qui représente une augmentation globale de 27,5 %). Les honoraires versés aux consultants se sont chiffrés à 33 millions de dollars (dont 27 % provenant du budget ordinaire et 63 % de fonds extrabudgétaires) et les honoraires versés aux vacataires, à 8,9 millions de dollars (dont 54 % provenant du budget ordinaire et 46 % de fonds extrabudgétaires). Les honoraires versés aux consultants engagés par la CNUCED, le Département des affaires économiques et sociales, l'ONUN et la CEA, principalement au titre de projets de coopération technique, et au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie ont représenté 60 % du total des dépenses. La part des commissions régionales – CEA, CEE, CEPALC, CESAP et CESA – a été de 18 %. Pour ce qui est des vacataires, plus des trois quarts des honoraires ont été versés en 2000 par le Département de l'information, la CEA, la CNUCED, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, l'ONUN, l'ONUG et le Département de la gestion.

16. Le tableau 9 de l'annexe donne pour chaque lieu d'affectation les données concernant les fournisseurs institutionnels auxquels il a été fait appel en 2000. Il s'agit des institutions ou sociétés qui fournissent par contrat des biens ou des services à l'Organisation (voir ST/AI/327). Le montant total des dépenses engagées à ce titre en 2000 (à l'exclusion du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie) a été de 15,5 millions de dollars. La baisse de 5 millions de dollars (soit 24,6 % par rapport à 1999) s'explique principalement par la réduction du recours à des fournisseurs institutionnels par la CEA, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'ONUG. L'ONUN et la CEPALC ont eu davantage recours aux fournisseurs institutionnels en 2000.

17. Certaines des questions soulevées dans le rapport du Corps commun d'inspection au sujet de l'emploi de consultants à l'Organisation des Nations Unies (A/55/59) concernent l'utilisation des bases de données sur les ressources humaines, notamment l'inventaire des compétences et l'amélioration de l'équilibre géographique dans le cas des consultants. Ces questions complexes de l'équilibre de la représentation géographique des consultants et vacataires seront examinées dans le cadre de l'étude demandée par l'Assemblée générale (résolution 55/528) pour sa cinquante-septième session.

Notes

¹ Le renvoi aux données correspondant à 1999, comme dans le reste du présent rapport, est conforme à la base de données réévaluées pour 1999 (voir tableau 10).

Sigles

Les sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux 7 à 9 :

BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CINU	Commission d'indemnisation des Nations Unies
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSNU	Commission spéciale des Nations Unies
DDA	Département des affaires de désarmement (Department for Disarmament Affairs)
DESA	Département des affaires économiques et sociales (Department of Economic and Social Affairs)
DGAACS	Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (Department of General Assembly Affairs and Conference Services)
DM	Département de la gestion (Department of Management)
DPA	Département des affaires politiques (Department of Political Affairs)
DPI	Département de l'information (Department of Public Information)
DPKO	Département des opérations de maintien de la paix (Department of Peacekeeping Operations)
DPKO/FALD (DPKO/Field	Division de l'administration et de la logistique des missions Administration and Logistics Division)
EOSG	Cabinet du Secrétaire général (Executive Office of the Secretary-General)
Habitat	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ODCCP	Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime (Office for Drug Control and Crime Prevention)

OHCHR	Haut Commissariat aux droits de l'homme (Office of the High Commissioner for Human Rights)
OIP	Bureau chargé du Programme Iraq (Office of the Iraq Programme)
OLA	Bureau des affaires juridiques (Office of Legal Affairs)
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
TPIR	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit interna- national humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
TPIY	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Tableau 1
**Contrats de consultants et de vacataires : tableau récapitulatif
 (référence) pour 2000**

	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Pourcentage du total ou du total partiel</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Pourcentage du total ou du total partiel</i>	<i>Journées de travail</i>	<i>Honoraires (en milliers de dollars)</i>
Contrats de consultants	3 054	69,9	4 173	62,8	263 623	33 086
Dont :						
Femmes	828	27,1	1 144	27,4	75 909	9 024
Anciens fonctionnaires de l'Organisation						
Retraités	51	2,7	79	1,9		
Non-retraités d'au moins 60 ans	190	10,5	241	5,8		
Non-retraités de moins de 60 ans	16	2,3	18	2,5		
Contrats de vacataires	1 314	30,1	2 471	37,2	130 270	8 857
Dont :						
Femmes	662	50,4	1 320	53,4	63 322	4 104
Anciens fonctionnaires de l'Organisation						
Retraités	33	2,5	54	2,2		
Non-retraités d'au moins 60 ans	75	5,7	115	4,7		
Non-retraités de moins de 60 ans	8	0,6	11	0,4		
Total, consultants et vacataires	4 368	100,0	6 644	100,0	393 893	41 943
Niveau d'études						
Doctorat ou équivalent	703	16,1				
Maîtrise ou équivalent	2 136	48,9				
Licence ou équivalent	956	21,9				
Niveau inférieur à la licence	290	6,6				
Non disponible	283	6,5				
Appréciation des prestations						
Excellent			2 338	35,2		
Bien			3 544	53,3		
Passable			205	3,1		
Insuffisant			6	0,1		
Non disponible			551	8,3		

Tableau 2
Consultants et vacataires : ventilation par nationalité (2000)

Pays	Consultants				Vacataires				Total			
	Nombre de personnes	Nombre de contrats	Nombre total de journées de travail	Montant total des honoraires (en milliers de dollars)	Nombre de personnes	Nombre de contrats	Nombre total de journées de travail	Montant total des honoraires (en milliers de dollars)	Nombre de personnes	Nombre de contrats	Nombre total de journées de travail	Montant total des honoraires (en milliers de dollars)
Afrique du Sud	34	45	2 771	407	1	1	3	2	35	46	2 774	409
Albanie	2	3	88	4	14	15	651	24	16	18	739	29
Algérie	10	11	277	61	1	3	242	21	11	14	519	82
Allemagne	71	91	6 715	682	9	11	980	68,1	80	102	7 695	750
Antigua-et-Barbuda	3	3	446	97	–	–	–	–	3	3	446	97
Arabie saoudite	4	4	419	8	1	1	121	5	5	5	540	12
Argentine	59	83	4 210	435	31	59	3 170	138	90	142	7 380	573
Australie	78	91	4 412	573	14	24	1 046	84	92	115	5 458	657
Autriche	19	31	1 794	220	22	41	1 265	123	41	72	3 059	343
Azerbaïdjan	1	1	30	3	–	–	–	–	1	1	30	3
Bahamas	1	1	42	7	–	–	–	–	1	1	42	7
Bangladesh	17	26	1 285	270	3	5	195	16	20	31	1 480	287
Barbade	5	6	448	77	–	–	–	–	5	6	448	77
Bélarus	2	2	65	9	2	5	480	12	4	7	546	21
Belgique	25	39	2 733	388	8	14	709	48	33	53	3 442	437
Bénin	3	5	313	24	1	1	91	–	4	6	404	24
Bolivie	10	18	1 304	153	–	–	–	–	10	18	1 304	153
Bosnie-Herzégovine	8	37	278	30	21	134	968	102	29	171	1 246	132
Botswana	1	2	120	3	–	–	–	–	1	2	120	3
Brésil	42	54	4 655	407	9	11	884	33	51	65	5 539	440
Bulgarie	6	8	496	70	1	3	273	23	7	11	769	93
Burkina Faso	8	12	437	58	2	4	124	7	10	16	561	66
Burundi	4	5	395	25	4	7	464	40	8	12	859	66
Cambodge	2	2	162	3	–	–	–	–	2	2	162	3
Cameroun	25	35	1 800	265	14	22	1 600	126	39	57	3 400	391
Canada	112	159	11 651	2 392	25	50	2 686	260	137	209	14 337	2 652

<i>Pays</i>	<i>Consultants</i>				<i>Vacataires</i>				<i>Total</i>			
	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>
Chili	98	127	6 720	637	82	176	5 369	256	180	303	12 089	893
Chine	28	38	2 362	389	18	38	3 071	209	46	76	5 432	598
Chypre	2	4	254	32	1	1	182	11	3	5	435	43
Colombie	38	55	3 473	467	8	11	627	62	46	66	4 100	529
Congo	4	7	466	84	1	2	162	18	5	9	628	102
Costa Rica	10	12	873	61	–	–	–	–	10	12	873	61
Côte d'Ivoire	13	15	785	122	1	4	481	23	14	19	1 266	145
Croatie	7	34	625	73	23	133	1 176	140	30	167	1 801	213
Cuba	5	7	219	21	2	3	44	6	7	10	263	27
Danemark	23	23	2 807	93	1	1	119	1	24	24	2 926	94
Djibouti	5	5	86	2	1	3	242	18	6	8	328	20
Égypte	48	56	2 637	369	12	19	1 095	103	60	75	3 732	473
El Salvador	4	4	657	40	–	–	–	–	4	4	657	40
Équateur	10	12	1 428	47	2	3	302	14	12	15	1 730	61
Espagne	21	23	1 338	117	20	35	2 068	147	41	58	3 406	264
Estonie	3	3	475	11	–	–	–	–	3	3	475	11
États-Unis d'Amérique	323	416	27 116	3 884	144	220	13 679	1 538	467	636	40 795	5 423
Éthiopie	94	132	10 910	803	213	322	31 745	923	307	454	42 655	1 726
Ex-République yougoslave de Macédoine	2	3	211	12	3	3	148	5	5	6	359	17
Fédération de Russie	40	53	4 456	644	18	35	2 285	139	58	88	6 741	784
Fidji	11	13	2 179	64	–	–	–	–	11	13	2 179	64
Finlande	25	33	4 322	581	1	1	650	55	26	34	4 972	636
France	132	191	10 742	1 657	83	154	8 429	748	215	345	19 171	2 405
Gabon	2	4	223	14	–	–	–	–	2	4	223	14
Gambie	7	8	258	59	1	2	121	8	8	10	379	67
Géorgie	1	1	180	6	–	–	–	–	1	1	180	6
Ghana	22	37	1 804	330	5	7	236	29	27	44	2 040	360
Grèce	9	11	969	100	–	–	–	–	9	11	969	100

<i>Pays</i>	<i>Consultants</i>				<i>Vacataires</i>				<i>Total</i>			
	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>
Guatemala	11	11	1 510	50	–	–	–	–	11	11	1 510	50
Guinée	4	5	468	29	2	4	378	6	6	9	846	34
Guyana	2	2	219	38	1	1	105	16	3	3	324	53
Haïti	2	2	189	22	1	2	313	8	3	4	502	30
Honduras	1	2	55	11	–	–	–	–	1	2	55	11
Hongrie	10	11	1 265	69	1	2	20	1	11	13	1 285	71
Îles Cook	3	3	734	1	–	–	–	–	3	3	734	1
Îles Salomon	2	2	726	–	–	–	–	–	2	2	726	–
Inde	77	112	7 111	1 026	17	23	2 003	182	94	135	9 113	1 208
Indonésie	18	24	809	136	1	1	90	19	19	25	899	155
Iraq	2	2	112	24	3	6	359	29	5	8	471	53
Irlande	30	39	1 869	357	6	10	704	51	36	49	2 573	408
Islande	2	2	43	11	2	3	233	37	4	5	276	48
Israël	11	20	1 603	194	–	–	–	–	11	20	1 603	194
Italie	43	58	4 295	707	15	24	1 208	147	58	82	5 502	854
Jamaïque	5	9	481	103	1	2	41	11	6	11	522	114
Japon	20	27	1 506	236	1	1	30	1	21	28	1 536	237
Jordanie	17	22	1 045	128	4	10	872	48	21	32	1 917	176
Kazakhstan	1	1	30	3	1	2	272	19	2	3	302	22
Kenya	47	72	4 377	565	38	63	3 271	245	85	135	7 648	810
Kirghizistan	1	1	30	1	–	–	–	–	1	1	30	1
Koweït	1	1	21	5	–	–	–	–	1	1	21	5
Liban	32	38	2 143	193	36	57	2 319	121	68	95	4 463	314
Liberia	6	11	567	110	1	1	2	–	7	12	569	110
Malaisie	18	26	1 097	139	4	4	311	29	22	30	1 408	168
Malawi	3	3	349	11	–	–	–	–	3	3	349	11
Maldives	1	2	174	9	–	–	–	–	1	2	174	9
Mali	8	11	178	40	1	1	61	2	9	12	239	42
Malte	2	2	31	14	1	2	9	1	3	4	40	15

<i>Pays</i>	<i>Consultants</i>				<i>Vacataires</i>				<i>Total</i>			
	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>
Maroc	11	15	980	123	5	8	733	65	16	23	1 713	188
Maurice	4	5	282	16	–	–	–	–	4	5	282	16
Mauritanie	7	12	430	45	1	1	300	4	8	13	730	49
Mexique	26	36	2 240	235	4	8	840	51	30	44	3 079	285
Mongolie	2	2	51	3	1	1	21	4	3	3	72	7
Mozambique	2	13	640	87	1	1	30	5	3	14	670	91
Myanmar	3	4	202	6	4	11	186	11	7	15	388	18
Namibie	2	3	481	97	–	–	–	–	2	3	481	97
Népal	16	18	570	48	1	2	30	3	17	20	600	51
Nicaragua	3	3	345	40	–	–	–	–	3	3	345	40
Niger	3	6	188	66	1	2	60	2	4	8	249	68
Nigéria	22	37	1 248	158	5	15	711	49	27	52	1 959	207
Norvège	30	40	4 249	316	6	10	290	23	36	50	4 539	339
Nouvelle-Zélande	20	25	1 394	198	3	4	234	20	23	29	1 628	218
Ouganda	16	22	912	157	5	6	202	47	21	28	1 114	204
Ouzbékistan	2	2	83	4	–	–	–	–	2	2	83	4
Pakistan	15	21	825	143	1	2	300	40	16	23	1 125	183
(Palestiniens)	4	5	119	9	4	8	32	3	8	13	151	11
Panama	1	1	30	3	–	–	–	–	1	1	30	3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	1	363	–	–	–	–	–	1	1	363	–
Paraguay	4	4	1 239	–	–	–	–	–	4	4	1 239	–
Pays-Bas	54	69	3 409	551	8	11	414	48	62	80	3 822	600
Pérou	23	40	3 307	427	9	20	1 064	94	32	60	4 371	521
Philippines	49	71	3 656	449	5	7	211	20	54	78	3 867	469
Pologne	8	8	346	47	2	4	163	8,5	10	12	509	55,6
Portugal	6	11	196	46	1	1	45	8	7	12	241	54
République arabe syrienne	11	14	992	66	4	7	211	26	15	21	1 203	92
République de Corée	14	17	986	91	1	2	112	10	15	19	1 098	101

<i>Pays</i>	<i>Consultants</i>				<i>Vacataires</i>				<i>Total</i>			
	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Nombre total de journées de travail</i>	<i>Montant total des honoraires (en milliers de dollars)</i>
République démocratique du Congo	3	4	215	50	2	3	333	1	5	7	548	51
République démocratique populaire lao	4	4	312	11	–	–	–	–	4	4	312	11
République de Moldova	1	3	108	20	–	–	–	–	1	3	108	20
République dominicaine	3	5	241	35	1	1	61	2	4	6	302	37
République islamique d'Iran	11	15	815	111	1	5	331	42	12	20	1 146	153
République tchèque	6	7	577	87	–	–	–	–	6	7	577	87
République-Unie de Tanzanie	15	27	1 930	240	8	8	557	35	23	35	2 487	275
Roumanie	7	10	337	36	3	4	137	19	10	14	474	55
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	248	363	19 092	2 675	65	134	4 608	528	313	497	23 700	3 202
Rwanda	10	14	647	72	4	6	649	32	14	20	1 296	104
Samoa	4	4	766	9	–	–	–	–	4	4	766	9
Sénégal	27	33	2 749	309	3	3	147	19	30	36	2 896	328
Seychelles	1	1	7	36	–	–	–	–	1	1	7	6
Sierra Leone	12	14	549	38	1	1	30	1	13	15	579	39
Singapour	6	6	945	60	1	2	20	5	7	8	965	65
Slovaquie	4	5	726	33	1	2	73	2	5	7	799	36
Slovénie	2	2	91	11	2	4	7	2	4	6	98	13
Somalie	1	2	25	9	–	–	–	–	1	2	25	9
Soudan	5	5	168	12	8	12	732	41	13	17	901	53
Sri Lanka	19	21	633	95	2	5	64	3	21	26	697	98
Suède	37	44	5 048	493	5	12	936	96	42	56	5 984	589
Suisse	44	62	4 720	516	32	71	2 466	191	76	133	7 186	707
Suriname	1	1	181	5	1	1	178	5	2	2	359	9
Tadjikistan	1	1	11	2	1	1	15	1	2	2	26	3

Pays	Consultants				Vacataires				Total			
	Nombre de personnes	Nombre de contrats	Nombre total de journées de travail	Montant total des honoraires (en milliers de dollars)	Nombre de personnes	Nombre de contrats	Nombre total de journées de travail	Montant total des honoraires (en milliers de dollars)	Nombre de personnes	Nombre de contrats	Nombre total de journées de travail	Montant total des honoraires (en milliers de dollars)
Tchad	4	4	317	24	–	–	–	–	4	4	317	24
Thaïlande	29	36	1 539	176	23	29	742	41	52	65	2 281	218
Togo	3	5	151	18	1	2	62	3	4	7	213	20
Tonga	2	2	386	11	–	–	–	–	2	2	386	11
Trinité-et-Tobago	7	13	324	87	–	–	–	–	7	13	324	87
Tunisie	11	13	425	65	–	–	–	–	11	13	425	65
Turquie	4	7	757	122	–	–	–	–	4	7	757	122
Ukraine	4	4	396	53	3	3	143	14	7	7	539	67
Uruguay	18	29	1 897	174	4	10	348	21	22	39	2 245	195
Vanuatu	3	3	792	3	–	–	–	–	3	3	792	3
Venezuela	14	19	1 248	111	3	9	482	40	17	28	1 730	151
Viet Nam	12	17	934	48	–	–	–	–	12	17	934	48
Yémen	5	6	254	15	1	4	318	13	6	10	572	28
Yougoslavie	9	14	331	29	22	82	771	84	31	96	1 102	113
Zambie	10	14	614	93	–	–	–	–	10	14	614	93
Zimbabwe	11	13	645	138	4	4	316	14	15	17	961	152
Non précisé	158	194	13 012	1 930	80	119	8 781	500	238	313	21 793	2 430
Total	3 054	4 173	263 623	33 086	1 314	2 471	130 270	8 857	4 368	6 644	393 893	41 943

Note: Les 43 pays ci-après n'ont pas fourni de consultants ni de vacataires en 2000 : Afghanistan, Andorre, Angola, Arménie, Bahreïn, Belize, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cap-Vert, Comores, Dominique, Émirats arabes unis, Érythrée, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Îles Marshall, Jamahiriya arabe libyenne, Kiribati, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Nauru, Oman, Palaos, Qatar, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sao Tomé-et-Principe, Swaziland, Turkménistan et Tuvalu. Aucun contrat n'a été signé avec des apatrides.

Tableau 3
Objet des contrats de consultants et de vacataires (2000)

<i>Objet du contrat</i>	<i>Contrats de consultants</i>		<i>Contrats de vacataires</i>		<i>Tous contrats confondus</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Planification des programmes	71	1,7	13	0,5	84	1,3
Exécution des programmes	949	22,7	632	25,6	1 581	23,8
Évaluation des programmes	75	1,8	8	0,3	83	1,2
Préparation des réunions	66	1,6	76	3,1	142	2,1
Rédaction de documents	278	6,7	84	3,4	362	5,4
Conférences, cours de formation	454	10,9	213	8,6	667	10,0
Études analytiques spéciales	448	10,7	19	0,8	467	7,0
Services consultatifs	837	20,1	98	4,0	935	14,1
Services administratifs	709	17,0	782	31,6	1 491	22,4
Services relatifs aux bâtiments	9	0,2	101	4,1	110	1,7
Divers	277	6,6	445	18,0	722	10,9
Total	4 173	100,0	2 471	100,0	6 644	100,0

Tableau 4
**Consultants et vacataires : ventilation par famille d'emplois
 de la Classification commune des groupes professionnels (2000)**

Groupe professionnel	Contrats de consultants		Contrats de vacataires		Tous contrats confondus	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Professions scientifiques, techniques, libérales et administratives^a	30	0,7	5	0,2	35	0,5
Spécialistes de l'administration	445	10,7	234	9,5	679	10,2
Architectes, ingénieurs	53	1,3	7	0,3	60	0,9
Archivistes, conservateurs de musée, spécialistes de l'information, bibliothécaires	22	0,5	5	0,2	27	0,4
Artistes	1	0,0	1	0,0	2	0,0
Économistes	191	4,6	12	0,5	203	3,1
Spécialistes de l'enseignement	7	0,2	72	2,9	79	1,2
Juristes	44	1,1	6	0,2	50	0,8
Biologistes, agronomes	23	0,6	3	0,1	26	0,4
Dentistes, nutritionnistes, médecins, infirmiers, vétérinaires	56	1,3	34	1,4	90	1,4
Spécialistes des sciences physiques	46	1,1	4	0,2	50	0,8
Spécialistes des sciences sociales	139	3,3	17	0,7	156	2,3
Statisticiens et mathématiciens	20	0,5	2	0,1	22	0,3
Spécialistes des transports	21	0,5	–	0,0	21	0,3
Rédacteurs, traducteurs, interprètes	173	4,1	770	31,2	943	14,2
Personnel des professions scientifiques, techniques, libérales et administratives pour lesquelles il n'existe pas de code de catégorie d'emplois	138	3,3	11	0,4	149	2,2
Écologues	52	1,2	5	0,2	57	0,9
Spécialistes des communications électroniques	5	0,1	7	0,3	12	0,2
Total partiel	1 466	35,1	1 195	48,4	2 661	40,1
Services d'appui des professions scientifiques, techniques, libérales et administratives^b	20	0,5	7	0,3	27	0,4
Administration (travailleurs assimilés)	25	0,6	147	5,9	172	2,6
Architecture et ingénierie (travailleurs assimilés)	2	0,0	3	0,1	5	0,1
Archivage, conservation de musée, information et bibliothéconomie (travailleurs assimilés)	4	0,1	4	0,2	8	0,1
Arts (travailleurs assimilés)	6	0,1	2	0,1	8	0,1
Économie (travailleurs assimilés)	376	9,0	50	2,0	426	6,4
Droit (travailleurs assimilés)	4	0,1	1	0,0	5	0,1
Biologie et agronomie (travailleurs assimilés)	2	0,1	1	0,0	3	0,0

Groupe professionnel	Contrats de consultants		Contrats de vacataires		Tous contrats confondus	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Services médicaux, dentaires, vétérinaires et nutritionnels (travailleurs assimilés)	18	0,4	5	0,2	23	0,3
Sciences physiques (travailleurs assimilés)	1	0,0	2	0,1	3	0,0
Sciences sociales (travailleurs assimilés)	6	0,1	1	0,0	7	0,1
Statistiques et mathématiques (travailleurs assimilés)	1	0,0	–	0,0	1	0,0
Rédaction, traduction et interprétation (travailleurs assimilés)	2	–	26	1,1	28	0,4
Services d'appui pour lesquels il n'existe pas de code de catégorie d'emplois	13	0,3	3	0,1	16	0,2
Écologie (travailleurs assimilés)	2	0,0	–	0,0	2	0,0
Communications électroniques (travailleurs assimilés)	–	0,0	–	0,0	–	0,0
Total partiel	482	11,6	252	10,2	734	11,0
Activités concernant la production, les services et les transports^c	–	0,0	–	0,0	–	0,0
Construction et entretien des structures et installations	–	0,0	–	0,0	–	0,0
Transports	1	0,0	2	0,1	3	0,0
Entretien général des bâtiments	–	0,0	–	0,0	–	0,0
Imprimerie	1	0,0	–	0,0	1	0,0
Sécurité et sûreté	2	0,0	13	0,5	15	0,2
Total partiel	4	0,1	15	0,6	19	0,3
Non précisé	2 221	53,2	1 009	40,8	3 230	48,6
Total	4 173	100,0	2 471	100,0	6 644	100,0

^a Cette catégorie concerne des activités portant sur les aspects aussi bien théoriques que pratiques de domaines tels que les arts, les sciences, l'ingénierie, l'éducation, la médecine, le droit, les affaires et l'économie ainsi que les activités touchant à l'administration, à la gestion et à la technique. La plupart des professions concernées font appel à des connaissances approfondies, généralement acquises à l'université.

^b Cette catégorie regroupe les activités concernant la collecte, le classement, l'analyse et le traitement de données; le classement, l'archivage et la mise à jour de publications, de la correspondance et d'autres documents de référence; la fourniture de renseignements; le traitement de la correspondance et des messages; la coordination des réunions et des opérations de contrôle; toute autre tâche visant à faciliter la gestion, l'établissement, l'analyse et la présentation des plans et des programmes. Il peut aussi s'agir de tâches techniques dans des domaines où les applications pratiques prennent le pas sur les connaissances théoriques.

^c Cette catégorie concerne les activités en rapport avec le fonctionnement d'appareils; les services de transport; la lutte contre la criminalité et la protection contre les incendies et les accidents; la restauration; le stockage, la distribution de matériaux et la gestion des inventaires; la fabrication, le montage, l'installation, le carrelage, la peinture, la réparation et les travaux annexes sur les structures et les éléments de structures; l'emploi de composants et d'outillage à des fins de fabrication. Nombre de ces activités exigent la maîtrise des connaissances associées à l'exercice d'un métier manuel et les compétences techniques correspondantes.

Tableau 5
Consultants et vacataires : durée des contrats (2000)

<i>Durée</i>	<i>Contrats de consultants</i>		<i>Contrats de vacataires</i>		<i>Tous contrats confondus</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Moins d'un mois	1 804	43,3	1 149	46,5	2 953	44,5
1 à 3 mois	1 195	28,7	648	26,2	1 843	27,8
3 à 6 mois	658	15,8	469	19,0	1 127	17,0
6 à 12 mois	465	11,2	193	7,8	658	9,9
12 à 24 mois	45	1,1	12	0,3	57	1,4
Plus de 24 mois	2	0,0	–	0,0	2	0,0
Total	4 169	100,0	2 471	100,0	6 640	100,0

Tableau 6
Consultants et vacataires : temps de travail effectif (2000)

<i>Durée</i>	<i>Contrats de consultants</i>		<i>Contrats de vacataires</i>		<i>Tous contrats confondus</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Moins d'un mois	1 921	46,0	1 253	50,7	3 174	47,8
1 à 3 mois	1 319	31,6	680	27,5	1 999	30,1
3 à 6 mois	602	14,4	392	15,9	994	15,0
6 à 12 mois	316	7,6	142	5,7	458	6,9
12 à 24 mois	12	0,3	4	0,1	16	0,2
Plus de 24 mois	2	0,0	–	0,0	2	0,0
Total	4 172	100,0	2 471	100,0	6 643	100,0

Tableau 7
**Consultants et vacataires : ventilation par département, sexe et niveau d'études
et selon la durée du contrat et les résultats de l'appréciation de leurs prestations (2000)***

Département ou bureau	Consultants		Vacataires		Total		Durée (en jours)	Niveau d'études					Appréciation				
	Nombre de personnes	Pourcentage de femmes	Nombre de personnes	Pourcentage de femmes	Nombre de personnes	Pourcentage de femmes		D	M	L	<	n. d.	E	B	P	I	n. d.
BSCI	7	28,6	3	33,3	10	30,0	238	-	-	-	-	10	2	2	-	-	6
CEA	318	27,7	286	35,3	604	31,3	64 410	81	456	22	37	8	302	490	33	-	25
CEE	62	21,0	2	50,0	64	21,9	3 766	3	25	33	1	2	39	28	-	-	3
CEPALC	232	29,3	141	61,0	373	41,3	26 400	55	245	54	17	2	210	323	36	-	6
CESAO	107	25,2	56	62,5	163	38,0	8 685	17	32	104	8	2	58	126	12	-	12
CESAP	277	23,1	50	46,0	327	26,6	14 209	81	116	120	5	5	145	202	20	-	32
CFPI	15	0,0	3	0,0	18	0,0	436	-	-	-	-	18	5	10	-	-	7
CINU/ Commission d'indemnisation des Nations Unies	23	0,0	-	n.d.	23	0,0	1 276	-	-	-	-	23	26	3	-	-	1
CNUCED	378	19,3	83	51,8	461	25,2	55 888	76	180	162	39	4	345	546	31	4	25
CSNU	2	100,0	1	100,0	3	100,0	172	-	-	-	-	3	2	-	-	-	1
DDA	10	0,0	1	0,0	11	0,0	558	4	3	-	1	3	5	3	-	-	4
DESA	390	27,7	15	46,7	405	28,4	29 928	105	254	38	4	4	177	301	9	-	1
DGAACS	10	50,0	16	50,0	26	50,0	3 667	1	5	5	1	14	-	-	-	-	29
DM	73	45,2	36	69,4	109	53,2	21 790	34	33	36	3	3	28	99	1	-	43
DPA	38	26,3	13	30,8	51	27,5	4 317	11	16	1	-	23	9	35	-	-	12
DPI	15	53,5	135	54,8	150	54,7	15 156	2	48	89	10	1	106	126	6	1	8
DPKO	44	15,9	2	50,0	46	17,4	3 905	1	31	1	-	13	5	27	-	-	19
DPKO/FALD	1	0,0	-	n.d.	1	0,0	42	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1
EOSG	20	35,0	4	75,0	24	41,7	3 083	7	11	2	1	3	6	10	1	-	8
OCHA	142	26,1	8	62,5	150	28,0	35 603	41	89	7	3	10	18	119	15	-	36
ODCCP	14	7,1	2	50,0	16	12,5	921	-	-	-	-	16	-	-	-	-	16
OHCHR	96	26,0	10	80,0	106	31,1	4 877	53	39	6	2	6	36	78	4	1	15
OIP	30	0,0	1	0,0	31	0,0	6 499	11	9	4	3	4	6	36	2	-	-
OLA	8	12,5	5	80,0	13	38,5	630	1	3	2	1	6	14	2	-	-	3

Département ou bureau	Consultants		Vacataires		Total		Durée (en jours)	Niveau d'études					Appréciation				
	Nombre de personnes	Pourcentage de femmes	Nombre de personnes	Pourcentage de femmes	Nombre de personnes	Pourcentage de femmes		D	M	L	<	n. d.	E	B	P	I	n. d.
ONUG	144	39,6	121	51,2	265	44,9	24 110	66	130	52	6	11	109	245	1	-	22
ONUN	202	21,3	96	47,9	298	29,9	20 866	82	134	55	14	13	55	202	7	-	132
ONUV	28	21,4	42	78,6	70	55,7	2 448	22	12	10	17	9	43	25	-	-	46
PNUE	118	25,4	30	40,0	148	28,4	12 143	59	66	11	3	9	18	146	15	-	7
TPIR	1	0,0	25	0,0	26	0,0	2 680	-	-	-	-	26	29	1	-	-	1
TPIY	268	34,3	128	50,0	396	39,4	22 005	49	86	137	112	12	492	328	12	-	8
UNITAR	60	123,3	122	51,6	182	75,3	12 935	56	113	5	2	6	48	31	-	-	7
Non précisé	3	66,7	10	70,0	13	69,2	362	-	-	-	-	13	-	-	-	-	13
Total	3 136	28,2	1 447	49,6	4 583	34,9	403 999	918	136	956	290	283	2 338	3 544	205	6	549

* Voir la liste des abréviations au début de l'annexe.

Note 1 : D = doctorat ou équivalent; M = maîtrise ou équivalent; L = licence ou équivalent; < = diplôme d'un niveau inférieur à la licence; n.d. = non disponible;
E = excellent; B = bon; P = passable; I = insuffisant.

Note 2 : Les totaux indiqués pour les nombres de personnes peuvent être supérieurs au nombre d'individus engagés, certains ayant pu être employés par plusieurs départements ou bureaux.

Tableau 8
Dépenses consacrées aux consultants et vacataires, par source de financement (2000)*

Département ou bureau	Consultants			Vacataires			Total		
	Quotes-parts	Ressources extra-budgétaires	Total	Quotes-parts	Ressources extra-budgétaires	Total	Quotes-parts	Ressources extra-budgétaires	Total
BSCI	30	2	32	2	3	5	32	5	38
CEA	1 123	1 247	2 369	619	651	1 270	1 742	1 898	3 639
CEE	64	242	305	1	2	3	64	244	308
CEPALC	167	1 100	1 267	244	266	510	411	1 366	1 777
CESAP	203	1 368	1 571	84	92	176	287	1 460	1 747
CESAO	191	173	365	133	50	183	324	223	547
CFPI	–	93	93	–	12	12	–	105	105
CINU/Commission d'indemnisation des Nations Unies	–	179	179	11	–	11	11	179	190
CNUCED	953	5 722	6 675	188	842	1 030	1 141	6 564	7 705
CSNU	–	17	17	–	20	20	–	37	37
DDA	64	40	104	–	3	3	64	43	107
DESA	1 003	5 607	6 610	65	26	91	1 067	5 633	6 700
DGAACS	87	–	87	184	9	193	270	9	280
DM	1 375	104	1 479	621	134	755	1 996	238	2 234
DPA	665	235	899	86	39	124	750	273	1 024
DPI	143	20	162	987	308	1 295	1 130	327	1 457
DPKO	150	287	436	–	48	48	150	335	485
DPKO/FALD	–	22	22	–	–	–	–	22	22
EOSG	53	208	261	–	15	15	53	223	276
HCR	131	564	695	9	5	13	140	568	708
OCHA	152	757	909	33	54	87	185	812	997
ODCCP	6	173	179	–	6	6	6	179	185
OIP	–	1 558	1 558	–	36	36	–	1 594	1 594
OLA	40	–	40	34	–	34	74	–	74
ONUG	103	607	710	516	282	798	619	890	1 509
ONUN	178	2 237	2 415	41	774	815	219	3 011	3 230
ONUV	15	109	124	43	103	146	58	212	270
PNUE	13	1 202	1 215	7	168	175	20	1 370	1 390
TPIR	14	–	14	124	35	158	137	35	172
TPIY	1 949	18	1 967	758	44	802	2 707	62	2 769
UNITAR	–	260	260	–	1	1	–	261	261
Non précisé	5	10	15	23	18	41	28	28	56
Total	8 872	24 161	33 034	4 811	4 047	8 858	13 683	28 208	41 892

* Voir la liste des abréviations au début de l'annexe.

Note 1 : Pour les départements et bureaux situés au Siège de l'ONU à New York, les données sont tirées du SIG; pour les bureaux hors Siège, elles proviennent des statistiques actualisées introduites par chaque bureau dans la base de données Paradox du Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat.

Note 2 : Honoraires uniquement.

Tableau 9
Fournisseurs institutionnels (2000)*

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre de contractants</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Durée (en mois)</i>	<i>Montant des dépenses (en milliers de dollars)</i>
CEA	2	2	13	19
CEPALC	32	32	312	851
CESAO	6	6	52	37,9
CESAP	24	27	139	528
CNUCED	64	115	124	640
Habitat	25	25	264	1 651
NY (Siège) ^b	78	100	349	4 695
OHCHR	4	4	2	18
ONUG ^c	12	15	30	343,6
ONUN	40	47	714	5 187
ONUV ^d	8	9	40	277
PNUE	26	28	129	1 206
TPIR	3	2	9	51
TPIY	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Total	324	412	2 176	15 504,5

* Voir la liste des abréviations au début de l'annexe.

Note 1 : Les fournisseurs institutionnels sont des institutions ou sociétés qui fournissent par contrat des biens ou services à l'Organisation (voir ST/AI/327 en date du 23 janvier 1985).

Note 2 : Y compris tous les départements ou bureaux situés à New York.

Note 3 : Y compris la CEE.

Note 4 : Y compris le Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime.

Tableau 10
Contrats de consultants et de vacataires : tableau récapitulatif (1999)
Reprise des données de 1999 en 2000

	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Pourcentage du total ou du total partiel</i>	<i>Nombre de contrats</i>	<i>Pourcentage du total ou du total partiel</i>	<i>Journées de travail</i>	<i>Honoraires (en milliers de dollars)</i>
Contrats de consultants	2 753	74,7	3 767	68,6	209 839	27 125
Dont :						
Femmes	730	26,5	1 095	29,1	64 096	7 114
Anciens fonctionnaires de l'Organisation						
Retraités	63	2,7	101	2,7		
Non-retraités d'au moins 60 ans	387	10,5	485	12,9		
Non-retraités de moins de 60 ans	45	2,3	77	2,5		
Contrats de vacataires	932	25,3	1 724	31,4	83 107	5 280
Dont :						
Femmes	460	49,4	853	49,5	42 144	2 363
Anciens fonctionnaires de l'Organisation						
Retraités	38	4,1	83	4,8		
Non-retraités d'au moins 60 ans	69	7,4	12,4	7,2		
Non-retraités de moins de 60 ans	20	2,1	41	2,4		
Total, consultants et vacataires	3 685	100,0	5 491	100,0	302 946	32 405
Niveau d'études						
Doctorat ou équivalent	536	14,5				
Maîtrise ou équivalent	1 423	38,6				
Licence ou équivalent	868	23,6				
Niveau inférieur à la licence	395	10,7				
Non disponible	416	11,3				
Appréciation des prestations						
Excellent			2 086	38,0		
Bien			2 642	48,1		
Passable			84	1,5		
Insuffisant			11	0,2		
Non disponible			679	12,4		